

## **Russell Kollin**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Je pense que le moment est venu pour le Parlement fédéral de se pencher sur la question des retraites des députés. Je comprends parfaitement que les députés aient des dépenses à engager pour faire fonctionner leur bureau, maintenir deux résidences, sans oublier les conséquences économiques que peut avoir le fait de ne pas être réélu ou de décider de prendre sa retraite. Toutefois, la plupart des Canadiens ont le sentiment que les retraites des députés sont complètement démesurées par rapport aux retraites que le reste d'entre eux peuvent s'attendre à toucher, si tant est qu'ils en reçoivent une. Si ce gouvernement veut éviter d'être taxé d'hypocrisie avec son Plan d'action économique, les retraites doivent être rajustées pour mieux correspondre à celles que chaque Canadien moyen en âge de travailler peut s'attendre à toucher.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Je ne pense pas que le problème concerne véritablement la création de nouveaux emplois, mais plutôt la rationalisation des règles et des règlements qui régissent le commerce. J'ai passé la plupart des 40 dernières années à transporter des marchandises à travers le Canada et les États-Unis. Aux États-Unis, les règles régissant le commerce entre les États sont relativement uniformes. Au Canada, les règles sont « balkanisées », les trois provinces de l'Ouest ayant un ensemble de règles, l'Ontario ayant son propre ensemble, et le Québec fixant ses propres exigences, forçant ainsi les provinces maritimes à leur emboîter le pas. Le Manitoba s'efforce de plaire à la fois à l'Ontario et à l'Ouest, et finit par ne plaire à personne. Les millions sinon les milliards de dollars que cela coûte aux échanges commerciaux du Canada chaque année sont prohibitifs. Nous devons avoir une vision d'un Canada uni à cet égard. Je pense qu'il faut faire beaucoup pour rationaliser les formalités de franchissement de la frontière avec les États-Unis. Comme je ne me rends plus aux États-Unis, je ne peux pas vraiment parler de cette question.

#### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Beaucoup de membres de la génération du baby-boom, dont je fais partie, aiment travailler. L'idée d'être obligé de prendre sa retraite est atroce. Ce n'est sans doute pas ce qui va m'arriver car je viens de lancer une nouvelle entreprise. Si je conserve la santé, j'ai l'intention de rester actif jusqu'à ce que je sois largement octogénaire. Je pense que des stimulants (sans doute des crédits d'impôt) doivent être offerts aux entreprises pour assurer le recyclage des personnes âgées actuelles dans des postes où elles

auront le maximum d'utilité. Il faut inciter les entreprises à recourir aux horaires flexibles, sans doute des horaires plus courts, deux ou trois personnes formant une équipe pour accomplir une tâche ou administrer un département. La plupart des personnes âgées possèdent une mine de connaissances et d'expérience. Il faut que les entreprises en tirent parti. Il faut également assurer le financement des jeunes entreprises à bas taux d'intérêt par l'entremise des institutions bancaires, pour ceux et celles qui ont les qualifications voulues, pour les personnes âgées qui sont résolues à créer de nouvelles entreprises afin de tirer le maximum de parti des nouvelles idées et occasions.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Les jeunes de ce pays ont tendance à penser qu'il suffit de « se présenter » au travail pour avoir droit à un salaire élevé, qu'ils le méritent ou non. De nombreuses personnes s'endettent avec des prêts étudiants considérables pour acquérir une instruction difficile à « vendre ». Il faut que le système éducatif se livre à une confrontation avec la réalité. Étant donné que cela a peu de chances de se produire, pourquoi ne pas annoncer sur Internet, dans les médias sociaux, sur les babillards, etc.? Est-il possible d'établir un lien entre le financement du fédéral et les universités, les collèges communautaires, etc. pour qu'ils s'occupent d'assurer la formation des gens là où il y a des pénuries de main-d'œuvre? Il faudrait sans doute réduire certains types de financement et les réacheminer là où nous avons besoin de travailleurs qualifiés. En particulier, les médecins, les infirmières, d'autres professionnels de la santé et les gens de métier. Il faut octroyer des stimulants économiques aux établissements d'enseignement pour qu'ils forment ce dont les Canadiens ont besoin.

#### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Je pense que les soins de santé, les logements sociaux et les conditions atroces de nombreuses réserves autochtones sont les besoins les plus urgents que perçoivent la plupart des Canadiens. Il est temps d'avoir un régime de soins de santé public/privé mixte, comme c'est le cas en Allemagne et dans plusieurs autres pays d'Europe. Nous devons arrêter de tourner autour du pot et légaliser un tel régime. Les habitants des réserves autochtones doivent pouvoir devenir propriétaires de leurs maisons pour ressentir la fierté d'être propriétaire et bâtir de la richesse. Il faut inverser les conditions à cause desquelles la corruption est rampante dans de nombreuses réserves. Il faut panser cette plaie sur le paysage canadien, non pas par une solution de fortune, mais par une révision en profondeur. Les logements sociaux sont un véritable trou noir que l'on a cherché à combler par des tonnes d'argent et bien davantage y sera consacré. De nombreuses personnes qui souhaitent vivre dans des logements sociaux doivent subir une formation de recyclage pour gagner plus d'argent et ne pas en avoir besoin. Ceux qui ne peuvent pas suivre de formation en ont vraiment besoin. Une épreuve annuelle des moyens doit faire partie de l'existence de chaque locataire d'un logement social parrainé par le gouvernement fédéral.